

TERMES DE REFERENCES
UN(E) Auditeur et Analyste Genre/pays
(2 par pays)

Référence offre GT No 1: Auditeur et Analyste Genre/pays EAAG/ CAWTAR-Sida /02-10-18/FBHZ/TN Genre & Commerce
--

Titre : Auditeur et Analyste Genre/Pays
Type de contrat: individuel
Type de poste et niveau : Régional
Durée : 4 mois
Lieu : **Algérie** ; Jordanie, Liban et **Maroc**
Date de début: février 2018
Date de fin: mai-juin 2018

Date limite de dépôt des candidatures : 25 janvier 2018

Extension au 10 février 2018

CONTEXTE

Fondé en 1993 pour contribuer à l'autonomisation économique, sociale et politique des femmes arabes à travers des approches fondées sur le genre et les droits humains, le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche/ CAWTAR est un centre régional indépendant à but non lucratif jouissant d'une personnalité juridique internationale.

La vision de CAWTAR est la suivante : « Nous cherchons à établir l'égalité des droits, aussi bien dans les textes de loi que dans la pratique, pour les femmes et les hommes dans tous les pays de la région arabe, afin de réduire les disparités Genre et permettre aux femmes et aux hommes d'agir de manière égale pour la prospérité de la communauté ».

La mission de CAWTAR est de « contribuer à l'autonomisation des femmes dans le monde arabe pour qu'elles puissent exercer pleinement leurs droits humains, économiquement, socialement et politiquement, à travers des approches fondées sur le Genre et les droits humains». Pour réaliser sa mission, CAWTAR génère des connaissances en vue de produire une base de données factuelles et de renforcer les capacités techniques et institutionnelles dans la région (institutions gouvernementales et organisations non gouvernementales).

Son but est d'encourager et défendre l'égalité des sexes et promouvoir l'accès des femmes aux postes de décision de manière à permettre aux femmes et aux hommes de la région des Etats arabes de devenir pleinement autonomes et de jouir de leurs

droits humains en tant que partie intégrante du développement de leurs communautés et de leurs sociétés. La mise en exergue d'évidences probantes est essentielle pour le plaidoyer en faveur d'un changement en faveur de l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence en vue de la réalisation de l'égalité des sexes.

À cette fin, CAWTAR entend mettre en place 1 équipe qualifiée et expérimentée, constituée de 2 analystes/auditeur/trice(s) Genre dans chacun des 6 pays couverts par le projet - soit un total de 12+ l'analyste genre en plus d'un/e coordinateur/trice régional/e.

Dans le cadre des tâches décrites ci-dessous, chacun/e d'entre eux/elles sera chargé/e d'évaluer, d'auditer et d'analyser la situation des femmes dans les économies nationales avec une attention particulière aux questions Genre et Commerce dans son pays et au niveau régional.

POURQUOI L'EVALUATION, L'AUDIT ET L'ANALYSE GENRE / EAAG ?

La participation économique des femmes dans la région MENA est entravée par des obstacles divers et des barrières multiples. La Construction Genre influence à la fois les causes et les conséquences de la pauvreté. Comme c'est le cas de beaucoup d'autres régions du monde, les femmes dans la région MENA sont impliquées uniquement dans le petit commerce qui sert à soutenir leur rôle reproductif et à améliorer leur contribution aux ressources économiques de leur famille. Elles sont exclues des politiques publiques dans leur ensemble et, par conséquent, de celles qui sont adaptés aux opportunités commerciales, aux technologies plus avancées et aux salaires plus élevés.

Même si ces politiques publiques ne tiennent pas compte de la dimension Genre, il n'existe pas de discrimination intentionnelle dans les accords commerciaux, toutefois ce n'est pas le cas en ce qui concerne la manière dont leurs dispositions sont mises en œuvre sur le terrain. En effet, l'impact de la politique commerciale sur les activités économiques et sociales tend à être différent sur les hommes et les femmes étant donné les différences dans leurs rôles économiques et sociaux et leur accès aux ressources et leur contrôle.

Les femmes ont tendance à être plus affectées par les effets négatifs secondaires de la libéralisation du commerce et sont confrontées à des défis plus importants que les hommes lorsqu'il s'agit de tirer parti des opportunités offertes par le commerce. Ces effets ont également un impact et une influence qui diffèrent sur les structures et les politiques commerciales. En effet, dans le monde entier, les femmes et les hommes ont un accès différent à la propriété et au contrôle des ressources productives (terre, crédit, ou leur propre labour...) ainsi qu'à la prise de décision et à la participation.

Il est juste d'affirmer qu'historiquement, le Genre n'a pas été étudié parallèlement au commerce, qui était considéré comme «neutre du point de vue du genre». En tenir compte, vise à mettre en lumière les questions de l'égalité hommes-femmes dans le domaine du commerce car cette composante complexe (c'est-à-dire le genre) et son

impact a souvent été délaissé lorsqu'il s'est agi des effets de l'ajustement structurel et de la libéralisation des échanges sur les femmes.

Il existe peu d'informations précises sur le statut et la place des femmes dans l'économie et les affaires aux niveaux international, régional et national, même si un certain nombre de contraintes et de défis auxquels les femmes sont confrontées dans l'exercice de leurs droits économiques sont bien identifiés, comme à titre d'exemple: l'accès limité des femmes au crédit, aux informations liées au commerce leur faible capacité en termes de connaissances et de compétences ainsi que leur absence dans le processus de participation à la prise de décision avec des libertés limitées aussi bien dans la vie privée que publique. La discrimination et les différences fondées sur le genre sont mises en évidence par statistiques distribuées selon le sexe lorsqu'elles sont disponibles. Celles-ci comprennent entre autres, l'utilisation du temps de travail, l'accès aux intrants productifs et aux droits sociaux, ainsi que la répartition du travail rémunéré et non rémunéré entre les femmes et les hommes¹.

Quels que soient le nombre et/ou le type d'interventions économiques dans la région MENA et dans les pays couverts par ce projet, il sera important d'identifier les activités économiques, y-compris les activités liées au commerce auxquelles les femmes participent et la manière dont elles y participent. Les données et les indicateurs disponibles peuvent permettre d'évaluer comment cela fonctionne pour elles en termes de contribution et d'avantages et aux niveaux public et privé et d'examiner si les droits et les libertés économiques font partie de la vie des hommes et des femmes; et par conséquent, de comprendre les disparités en matière de droits et de libertés.

Ce projet vise à produire des données et des informations afin de présenter des preuves démontrant une corrélation entre le Genre et Commerce pouvant être utilisées pour le plaidoyer, le dialogue politique et la planification en vue du changement vers l'égalité Genre. Des moyens, matériel et instruments appropriés seront mis à disposition pour réaliser cet objectif en vue de soutenir les femmes aussi bien sur le plan individuel que dans les coopératives, les Petites et Moyennes Entreprises/PME, les entreprises familiales ou autres, afin qu'elles puissent trouver leur place à égalité avec les hommes dans le monde du commerce, dans leur société et dans leur famille.

Résultats spécifiques mesurables:

Une Evaluation/Audit/Analyse Genre/EAAG de la situation des femmes dans l'économie et le commerce au niveau national seront menés selon la perspective Genre et de droits humains afin d'établir des données de référence dans les 6 pays couverts par le projet et de définir en

¹ « Gender, Trade and the WTO » Notes de présentations pour le Symposium public de l'OMC "Les défis à relever d'ici à Cancún", Genève, 16 juin 2003, Heather Gibb, The North-South Institute, Canada

conséquence les orientations/directives d'intégration ainsi qu'un ensemble d'indicateurs pertinents.

Les résultats de l'exercice EAAG et de ses directives devront être discutés avec/par les organismes nationaux concernés et les organisations régionales qui le valideront.

CADRE DE TRAVAIL & MISSIONS ASSIGNEES:

Dans le contexte du cadre de travail et des missions assignées à l'exercice EAAG aux équipes EAAG dans chaque pays couvert par le projet, Il est attendu des auditeurs/trices et analystes genre chevronnés qu'ils/elles travaillent en coordination avec l'analyste et le/la coordonnateur/trice régional/e qui leur apportera son soutien chaque fois que de besoin.

Le/la chef/fe d'équipe et directeur/trice de projet accompagnera, soutiendra et fournira l'appui nécessaire supervisant l'ensemble du processus jusqu'à ce que les produits attendus soient livrés.

L'équipe EAAG du pays sera composée de 2 membres dont l'un/e sera en charge de la coordination au niveau national et avec l'équipe du projet et le/la coordinateur/trice régional/e. En tant que membre de cette équipe, les tâches principales de l'auditeur/trice et analyste Genre sont décrites ci-dessous, sans toutefois y être limitées:

Phase de préparation

1. Préparer des listes préliminaires pour l'examen/l'évaluation des données et des informations disponibles ainsi que la cartographie, institutions et acteurs concernés, avec une attention particulière pour les forces en présence en vue du changement auprès des autorités (dans le pays)
2. Assister à l'atelier technique et de formation (dans l'un des pays couverts par le projet) qui sera organisé pour les 6 équipes de pays et le/la coordinateur/trice régional/e afin de :
 - a. Contribuer à la finalisation et à l'harmonisation de la méthodologie et des outils de l'évaluation/audit/analyse Genre organisationnelle adaptée au niveau national et régional (à préparer par un/e expert/e international/e);
 - b. Revoir/compléter l'examen/évaluation préliminaire des données et informations disponibles, ainsi que la cartographie sus-citée (avant-projet à préparer avant la réunion technique et de formation);
 - c. Préparer l'ensemble du processus de mise en œuvre jusqu'à la finalisation de l'exercice avec le plan de travail et le calendrier correspondants.

Phase de mise en œuvre

Sur la base des résultats de la phase préparatoire, comprenant également l'atelier de formation:

1. Finaliser le plan de travail EAAG pour chaque pays avec les parties prenantes concernées,

2. Finaliser la liste des sources de collecte de données pour combler les lacunes et assurer une information complète et exhaustive
3. Compléter la liste des documents de politiques et autres références connexes à proposer pour la révision/revue documentaire
4. Finaliser la liste des parties prenantes nationales concernées (organes et entités), des bailleurs de fonds et partenaires, y-compris potentiels ainsi que des «clients» parmi les institutions/organisations internationales et régionales au niveau de chaque pays,
5. Participer au séminaire régional (qui sera organisé dans l'un des 6 pays) pour examiner et valider les conclusions de la première réunion technique et des points 1, 2, 3 et 4 ci-dessus, avec les organismes nationaux et les organisations régionales concernés.
6. Pré-tester la méthodologie et ses outils sur le terrain et rapporter les résultats qui seront partagés avec l'équipe du projet et la coordination en vue de leur validation
7. Mener l'exercice EAAG, en vue d'évaluer, vérifier et analyser, selon les perspectives Genre et Droits humains, la situation des femmes dans l'économie et le commerce dans les 6 pays de la région MENA couverts par le projet, selon ces étapes suivantes:
 - a. Etablir le profil du pays et la cartographie des parties prenantes concernées (institutions et pouvoirs de changement),
 - b. Procéder à l'examen documentaire (politiques, stratégies, législations et tout autre document pertinent connexe,
 - c. Conduire une analyse des parties prenantes au niveau de chaque pays et des organisations régionales ciblées (entretiens et discussions de groupe).

La méthodologie et les outils harmonisés ainsi que le plan de travail seront finalisés pour chaque pays et au niveau régional lors de la réunion technique et de formation et validés lors du séminaire régional.

Phase du rapport et de la validation

1. Analyser les données recueillies / disponibles sur Genre & Commerce et les conclusions de la EAAG relatives à la situation des femmes dans l'économie et le commerce selon les perspectives Genre & Droits Humains,
2. Sélectionner un certain nombre de bonnes pratiques (par pays et pour la région) -le cas échéant- et/ou de leçons apprises afin de construire des évidences probantes qui démontrent la corrélation Genre & Commerce ainsi que les effets sur la situation économique des femmes comparée à celles des hommes,
3. Sélectionner une plate-forme de recommandations (par pays et pour la région) pour limiter ces effets et accroître la participation des femmes à l'économie et au commerce,
4. Préparer la première ébauche/version du rapport selon la structure adoptée en vue d'être revue, y compris par les pairs (Profilage, cartographie et

résultats/conclusions l'EAAG), à consolider avant finalisation pour chaque pays et organisation régionale.

5. Organiser une réunion d'une journée dans chaque pays pour présenter, discuter et valider les conclusions finales de l'EAAG ainsi que la plate-forme d'évidences et de recommandations correspondantes.

Livrables attendus/produits finaux:

L'analyste Genre & coordinateur/trice de régional(e) est tenu(e) de fournir:

1. Un profilage Genre des organisations régionales ciblées et la cartographie des parties prenantes et des institutions influentes
2. Un rapport d'analyse et de synthèse EAAG validé (résultats aux niveaux régional et national)

En plus de ses résultats escomptés pour le processus et les résultats finaux, il/elle contribuera à la consolidation et au contrôle de qualité des éléments suivants :

1. 1 profil de pays complété
2. 1 Cartographie établie des acteurs du changement pour 6 pays
3. 1 rapport national EAAG finalisé et validé.
4. Une plateforme de recommandations prioritaires validées pour le plaidoyer, le dialogue politique et la planification du changement.

- Un calendrier/échancier pour chaque livrable sera convenu lors de la réunion technique/de formation
- La deuxième langue du résumé de chaque rapport sera décidée lors de la même réunion ci-dessus citée.

QUALIFICATIONS

Education:

- Qualifications académiques (Magister ou plus en sciences sociales, anthropologie ou tout autre domaine compatible avec les tâches principales et les livrables attendus
- Connaissance de l'utilisation des statistiques ventilées par sexe, des questions de genre, des droits humains et du développement.

Connaissances, aptitudes et expérience:

- Un minimum de cinq ans en conception, mise en œuvre et gestion de la recherche (Indispensable).
- Bonnes capacités qualitatives et quantitatives d'évaluation et d'analyse et expérience dans la conduite d'évaluation, d'audit et d'analyse des politiques et des programmes et/ou d'analyse des parties prenantes sur les questions économiques, sociales et de genre (Indispensable)
- Une expérience dans la conduite de recherches et d'audits spécifiques Genre, y-compris les questions de l'autonomisation des femmes et les droits humains (souhaitable).
- Une bonne connaissance opérationnelle et des réseaux/contacts pertinents dans les systèmes nationaux d'autonomisation des femmes et d'égalité des

sexes ainsi que des institutions et organisations économiques aussi bien du secteur privé que public (souhaitable).

- Compréhension du cadre international des Droits Humains des Nations Unies tel que CEDEF et CDE, du cadre légal/juridique et des politiques et plans nationaux pertinents pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres ainsi que des organisations et accords commerciaux aux niveaux international, régional et national. (Indispensable).
- Une connaissance approfondie de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes est requise pour chaque équipe de pays. (Indispensable)
- Une expérience en saisie de données informatiques pour l'analyse de la recherche (Indispensable).
- Excellente maîtrise de l'arabe et de l'anglais/français à l'écrit et à l'oral. (Indispensable).
- Maîtrise de Microsoft Office (Word, Excel, Powerpoint) et des logiciels Internet et de messagerie pertinents (souhaitable)

COMPETENCES :

- Hautement organisé/e; capable de planifier, mettre en œuvre et porter au travail une attention particulière aux détails.
- Très motivé/e pour travailler sur les questions Genre & Droits Humains avec une attention particulière aux droits économiques.
- Capacité et volonté de travailler en équipe;
- Aptitude démontrée à travailler avec d'autres entités, y-compris les institutions gouvernementales et les organisations professionnelles.
- Capacité à prendre des initiatives dans un périmètre clairement défini.
- Capacité analytique et conceptuelle: excellentes capacités de communication.
- Capacité avérée à respecter les délais.
- Haute tolérance au fonctionnement dans un environnement caractérisé par l'incertitude et la sensibilité.
- Volonté de se conformer au Code de déontologie en relation avec la recherche dans son ensemble et l'Audit Genre en particulier (codes de conduite relatifs au comportement et à la communication, neutralité, confidentialité ...)

ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Lieu de travail du/de la consultant/e/s :

Dans son propre pays avec des déplacements limités à l'extérieur du pays (depuis l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie vers le pays où l'événement / l'activité sera organisé)

Échéances du travail :

Le contrat devrait débuter au plus tard le 1er Février 2018 (**étant donné l'extension, cette date sera aussi reportée pour les auditeurs/trices des pays concernés**). La durée du contrat consiste en un nombre de jours de travail pour une période de 4 mois jusqu'au mois de mai mais pas plus tard que juin 2018 (en fonction de la date de

signature du contrat et de l'avancement de la recherche, des ajustements peuvent être apportés dans les délais).

MODALITES DE CANDIDATURE

Les candidat/e/s individuel/le/s intéressé/e/s doivent soumettre les documents/informations qui suivent pour attester de leurs qualifications et motivations :

1. Une lettre de motivation ne dépassant pas les 450 mots (expliquez pourquoi vous pensez être le/la meilleur(e) candidat(e) pour cette mission).
2. Cadre d'intervention et travail sur le terrain :
 - a. Décrivez en un paragraphe les principes essentiels du EAAG dans l'économie et le commerce afin d'assurer: 1) un diagnostic précis du genre; 2) une identification pertinente des acteurs influents du changement.
 - b. Pour maximiser le travail sur le terrain, décrivez le processus que vous recommanderiez pour entreprendre l'EAAG et ses différentes étapes.
3. Proposition financière: indiquez vos attentes en matière d'honoraires, comprenant tous les autres coûts, car aucune autre indemnité ne sera versée en vertu du contrat.
4. le CV personnel incluant les expériences antérieures dans des projets similaires et au moins 3 références en relation avec les exigences de cette mission.
5. Toutes les attestations requises et les recommandations spécifiques seront demandées en cas de sélection dans la liste restreinte

Les candidat/e/s intéressé/e/s doivent envoyer leur candidature par voie postale ou par courriel tel qu'indiqué ci-dessous:

Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche/CAWTAR
Offre GT No 2 : EAAG/ CAWTAR-Sida /01-05-18-13 /FBHZ/TN Genre & Commerce.
Adresse Postale : Boite postale No : 105 1003 Cité El Khadra Tunis- Tunisie
registry@cawtar.org
Veuillez indiquer en objet le numéro de **référence: Offre GT No 1: EAAG/ CAWTAR-Sida /02-10-18/FBHZ/TN Genre & Commerce**